

**Séance de l'Académie d'Agriculture en l'honneur de Louis Malassis  
et de son dernier ouvrage « L'épopée inachevée des paysans du monde »**

**L'épopée incertaine des paysans africains : une approche d'histoire longue**

Benoît Daviron (CIRAD), Mars 2005

Le chapitre consacré aux paysans d'Afrique comprend une première partie historique, solide et détaillée. C'est sur cette première partie que je ferai porter l'essentiel de ma discussion. Louis Malassis fait démarrer, à très juste titre, cette partie historique à la naissance de l'humanité, puisque c'est sur le continent africain que le phénomène a eu lieu. Il présente ensuite la formation et les principales caractéristiques de la paysannerie africaine avant la colonisation européenne en soulignant l'ampleur des contraintes naturelles, la rareté des moyens de production et la position subordonnée qu'elles occupaient au sein de sociétés fortement hiérarchisées. La traite des esclaves, intitulée fort justement par Louis Malassis « la grande déportation des paysans noirs », est décrite comme un phénomène majeur, qui déstructure les sociétés africaines « dans leurs équilibres et leurs croyances ». Ce choc est bientôt suivi par la colonisation européenne, ses grandes plantations, l'introduction de nouvelles cultures et leur adoption par les paysanneries.

Je discuterai la rigoureuse analyse historique de Louis Malassis autour de deux points sur lesquels il me semble pouvoir être apporté quelques compléments :

- le premier point porte sur la question de la position soumise ou non de la paysannerie africaine. Reprenant une thèse originale construite par Frederik Cooper (Cooper 1993), je crois que l'histoire gagne à être lue à partir d'une position qui souligne les capacités de résistance des paysanneries africaines à être « mises au travail » par les élites locales ou étrangères. Cette position ne conteste pas la position subordonnée des paysanneries tout au long de l'histoire mais est attentive aux ressources dont disposent ces paysanneries pour échapper aux dispositifs disciplinaires que les élites cherchent à leur imposer et aux moyens spécifiques que ces élites doivent déployer pour contrer ou contourner ces ressources.
- Le second point porte sur le caractère spécifique ou non de la chronologie africaine par rapport au reste du monde. Je défends ici la thèse que la participation des paysanneries africaines à la production d'un certain nombre de produits tropicaux ne peut être comprise en limitant son regard « au local », c'est à dire à la confrontation entre ces mêmes paysanneries et le colonisateur mais qu'elle doit être resituée au sein d'un mouvement généralisé de « paysannisation »<sup>1</sup> des marchés internationaux de produits agricoles et interprétée en lien avec un certain nombre de transformations que connaissent ces marchés entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup>.

Pour cet exposé, j'ai adopté à mon tour un plan chronologique. Toutefois, à la différence de Louis Malassis, mes connaissances ne me permettent pas de remonter jusqu'à la préhistoire. Je démarrerai donc mon propos à la traite esclavagiste mais, en revanche, je le prolongerai jusqu'à la période actuelle pour indiquer ce qui me semble être les variables essentielles à prendre en compte pour raisonner l'avenir de la paysannerie africaine. Dernier point d'introduction, mon analyse porte avant tout sur la participation des paysanneries à la production de biens destinés au marché – et donc pendant une longue période à des marchés

---

<sup>1</sup> Je prie les lecteurs de bien vouloir pardonner ce barbarisme, traduction littérale de l'expression anglo-saxonne de « peasantisation »

lointains – tout simplement parce je suis très ignorant de la dimension d'autosubsistance des paysanneries africaines et évidemment pas parce que je considère celle-ci comme négligeable.

### **La traite esclavagiste et ses substituts**

Comme le souligne Louis Malassis, la participation des paysans africains aux marchés mondiaux s'est d'abord faite, et ce durant une longue période, sous la forme de main d'œuvre esclave. Cette main d'œuvre paysanne est capturée par des commerçants africains (Pétré-Grenouilleau 2004) puis transportée sur la côte pour être ensuite vendue aux européens installées dans les comptoirs. La paysannerie africaine joue ainsi un rôle décisif bien qu'involontaire dans ce que Philip Curtin appelle le « *plantation complex* » (Curtin 1990) qui fonctionne du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup>.

Pourquoi l'esclavage, plus exactement, pourquoi les élites des sociétés africaines impliquées dans l'esclavage ont-elles choisi de vendre directement des hommes plutôt que le produit de leur travail ? Frederik Cooper apporte une réponse fascinante à cette question : « La distribution de la population africaine au XVIII<sup>e</sup> rendait plus facile de capturer les individus que de les garder au travail, tandis qu'en Inde la densité de population comme le pouvoir de la classe dominante rendaient plus facile d'exploiter le travail et plus difficile de voler les hommes d'autres protecteurs-exploiteurs » (Cooper 1993: ). Cette question du contrôle toujours limité des élites sur les populations paysannes et de leur faible capacité à mobiliser leur travail traverse l'histoire jusqu'à aujourd'hui. Nous y reviendrons.

Dans le cadre du « *plantation complex* », l'Afrique joue donc un rôle minime comme fournisseur direct de produits. Maurice et ses plantations sucrières est une exception. Le paysage change avec l'interdiction de la traite par les anglais. Durant le court intervalle de temps qui sépare l'interdiction de la traite et la colonisation européenne, un commerce légal prend alors la place de la traite. Quatre phénomènes majeurs favorisent alors un accroissement des volumes de produits agricoles exportés :

1 - Un renouveau du système des plantations européennes basées sur le travail forcé, comme l'illustre au mieux les *roças* cacaoyères de Sao Tomé. En 1909, Sao Tomé partage avec l'Equateur la première place des territoires producteurs de cacao. Sur cette île, la proximité de l'Afrique portugaise permet aux planteurs d'utiliser du travail forcé même après l'interdiction de la traite. (Tomich 1988).

2 - Le développement, à l'Ouest du continent, d'une « production indigène » de produits agricoles contrôlée par les commerçants Africain qui précédemment organisait la traite sur le continent. Les oléagineux occupent une place centrale dans ces nouvelles productions, d'une part, huile de palme et noix de palmistes du delta Niger sur la base d'une exploitation de la palmeraie naturelle, d'autre part arachide de la Sénégalie fondée sur du travail esclave (Law 1995).

3 - La mise en place, sur la côte d'Afrique de l'Est, d'un système de plantation esclavagiste sous contrôle des commerçants arabes de Zanzibar, eux aussi contraints de réorienter leurs activités. Ces plantations donneront naissance à un véritable boom des exportations africaines de clou de girofle et de coprah (Cooper 1977).

4 - Enfin, au sein de l'Etat indépendant du Congo de Léopold II, la mise en place d'un vaste système de travail forcé pour la collecte du latex dans la forêt congolaise. Tenu légalement de travailler 40 heures par mois pour le « bien du pays », les travailleurs étaient, dans les faits, obligés de livrer à intervalles réguliers une certaine quantité de caoutchouc sous peine de sanction physique (fréquentes amputations des mains) ou de cachot. En une dizaine d'années la population dans certains districts est divisée par 10, les neuf dixièmes ayant été tués dans le cadre de la répression des mouvements de révolte ou s'étant enfuis (Hochschild 1999).

### **La conversion des administrations coloniales aux vertus de l'agriculture indigène**

Dans le sillage de la prise de contrôle militaire du continent par les nations européennes, se pose très vite la question du développement de produits d'exportation susceptibles, entre autres, d'assurer le financement de l'administration et des infrastructures. Initialement, dans la continuité, des expériences de colonisations précédentes, les nouveaux maîtres du continent privilégient naturellement le développement d'un secteur de grandes plantations.

Cette perspective est bien résumée dans un paragraphe d'une communication au Congrès Colonial de 1903: « Au point de vue économique, la colonisation peut se définir ainsi : la mise en valeur rationnelle du sol et du sous-sol d'une colonie ou d'un pays de protectorat et l'organisation pratique de ses approvisionnements et de ses débouchés. Cette mise en valeur et cette organisation doivent avoir pour point de départ et pour base l'exploration scientifique de la région à coloniser, la détermination de ses ressources agricoles, forestières, minières et commerciales. Mais, après cet inventaire des richesses à exploiter, des relations à établir, un grave problème se pose dans la plupart des colonies nouvelles et mêmes anciennes, c'est celui qui consiste à assurer un appoint suffisant, régulier et discipliné de travail humain, à l'action coloniale dans ses diverses branches » (Jouffroy d'Aubans 1903 : 11).

L'essentiel des discussions autour de la mobilisation du travail tourne alors autour de deux questions :

- Faut-il ou non faire venir de la main d'oeuvre extérieure au continent et en particulier de la main d'oeuvre chinoise, comme cela a été réalisé dans un certain nombre « d'îles à épices » ou dans les colonies anglaises d'Asie du Est ? Ou au contraire peut-on développer des plantations européennes en utilisant la seule main d'oeuvre africaine ?<sup>2</sup>
- si la seconde hypothèse est retenue, quelle est la législation la mieux adaptée pour mobiliser la main d'oeuvre africaine ? Quelles doivent être les conditions de recrutement et de rémunération et jusqu'à quel point l'usage de la contrainte doit-il être autorisé, quelles sont les punitions permises en cas de départ des plantations ?<sup>3</sup>

Un des traits marquants de ce débat est son caractère largement international ou du moins inter-européen. L'Institut Colonial International est le symbole de ce dialogue avec la volonté de multiplier les échanges d'expériences et de déboucher sur une forme d'harmonisation des législations en vigueur dans les différentes colonies. Cela nous conduit à un deuxième constat qui est l'importance de la production réglementaire autour de cette question de la main

<sup>2</sup> voir les différents rapports présentés à la VI<sup>ème</sup> section du congrès colonial de 1904 et plus spécifiquement le rapport intitulé « Enquête sur l'utilisation de la main d'oeuvre chinoise »

<sup>3</sup> Voir par exemple les interventions des Dubief 1904 et de Pouvoirville 1904 au congrès colonial de 1904, voir aussi le rapport présenté par Janssen 1912 dans le cadre de l'Institut Colonial International et la transcription des débats qui l'accompagne

d'œuvre « indigène ». Le recrutement de celle-ci par les plantations européennes ne s'effectue en aucun cas dans un vide juridique. Dans toutes les colonies, existent des règles strictes. En ce début du XX<sup>e</sup> siècle, le modèle de l'engagement forcé perd du terrain et de sa légitimité. Peu ou prou s'impose un peu partout la fiction d'un contrat de travail, tel qu'il a émergé dans le contexte de la Révolution Industrielle européenne, entre la plantation et l'indigène supposé agir comme individu libre. A posteriori, il est évidemment difficile de voir plus qu'une fiction dans cette ambition.

Le projet de bâtir une agriculture d'exportation sur le modèle de grandes plantations se heurte toutefois à de nombreuses difficultés. Les succès sont limités : Kenya anglais, Angola portugais et surtout colonies allemandes du Cameroun et du Tanganika. Côté français, les échecs l'emportent de loin sur les réussites. Ainsi, après le choc de la « Grande guerre » et avant même que celle-ci soit finie, émerge avec force dans les milieux coloniaux un débat sur le rôle que pourrait jouer ce qui est alors appelé « l'agriculture indigène » dans la production tropicale pour l'exportation<sup>4</sup>.

Selon Ralph Austen : « L'Afrique devint (et reste) l'objet du débat le plus explicite entre les avocats de l'exploitation familiale indigène et ceux de l'agriculture de plantations intensives en capital. Cependant, dans les années de formation des appareils coloniaux, les arguments n'impliquaient pas la sorte d'intervention économique lourde de la métropole qui avait accompagné les débats similaires en Inde ou aux Caraïbes. Les principaux participants étaient des acteurs directement intéressés : administrateurs, marchands, missionnaires et industriels utilisateurs de produits tropicaux. A ceux-ci s'ajoutaient quelques uns de ce que nous appellerions maintenant des « intellectuels publics » engagés moralement et non pas intellectuellement ou académiquement dans les affaires africaines, souvent en alliance étroite avec les administrateurs et missionnaires » (Austen 2001).

Le projet de développer une agriculture paysanne d'exportation pose de nombreuses questions aux administrateurs et à l'ensemble du monde colonial : Faut-il ou non imposer la culture aux « indigènes » ? Qui doit collecter les produits ? Sous quel forme doivent-ils être livrés par les producteurs ? Ceux-ci doivent-ils être payés et si oui à quel prix ?<sup>5</sup>

L'étude d'un produit comme le coton, montre que les années situées entre 1905 et 1920 sont une période d'intense expérimentation non sans échanges d'expérience, à nouveau, entre les puissances coloniales. L'administration coloniale allemande fut la première, au Tanganyika à partir de 1906, à tenter « l'expérience » (Sunseri 2002). Mais il faut noter que l'administration belge est particulièrement motrice dans ce domaine. Suite à une vaste campagne internationale dénonçant les exactions commises dans le Congo de Léopold, ce territoire est devenu en 1908 une colonie administrée par l'Etat belge, une rupture qui visiblement favorise l'innovation institutionnelle. Dans les colonies françaises, le début de la promotion de la culture du coton peut être daté à la création de l'Association cotonnière coloniale « fondée en 1903, par les Membres du Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière Française, dans le but de développer la production cotonnière dans les colonies françaises, afin de libérer notre industrie, à la fois de la servitude économique que lui imposait l'obligation d'acheter toute sa matière première à l'étranger et de la crainte qu'elle éprouvait d'être privée un jour de cette matière première » (Lavit 1937 : 311). Jusqu'en 1913 l'activité de l'association demeure très limitée : essais culturels et création d'usines d'égrenage (19, réparties dans toutes les

<sup>4</sup> Voir pour la France le rapport de O.Denys au Congrès d'Agriculture Colonial de mai 1918 (Denys 1918)

<sup>5</sup> Pour une synthèse sur la vision de l'administration coloniale anglaise voir Ehrlich 1973

colonies). Ce n'est qu'avec la guerre que démarre la collaboration entre l'Association cotonnière et l'administration pour la promotion de la culture.

Ces différentes expérimentations et débats débouchent sur un dispositif type qui peut être décrit autour de six composantes :

- 1 - La création de champ expérimentaux, le conseil technique et la distribution de semences.
- 2 - La contrainte physique : Elle demeurera un moyen couramment utilisé pour favoriser l'adoption des cultures avec le maintien d'obligation de plantation ou d'interdiction d'arrachage. Elle prend aussi la forme du travail forcé qui implique la fourniture obligatoire de journées pour la réalisation d'infrastructure - la « prestation » (voir Fall 2002) - ou, comme en Côte d'Ivoire, le travail sur des chantiers forestiers ou des plantations européennes. Dans ce territoire, il faudra attendre 1946 pour que le travail forcé soit supprimé en réponse aux revendications du Syndicat Agricole Africain (Losch 1999).
- 3 - Le prélèvement d'impôt : L'obligation de payer un impôt par tête ou par famille a été largement utilisé pour obliger à l'adoption des ces fameuses « cultures de rente » autrement dit de produits vendus contre argent.
- 4- Le déplacement des populations et l'organisation de migration interne destinée à des projets de mise en valeur : Plusieurs exemples existent de telle politique. L'Office du Niger en est un. Destiné à la production de coton et de céréales en zone irriguées, l'Office illustre la politique dite de « colonisation indigène » ayant conduit au déplacement d'importantes populations, y compris de Mossi de Haute Volta, vers le delta intérieur du Niger (Van Beusekom 1997). Du côté de l'empire anglais il faut bien sûr mentionner le gigantesque aménagement hydraulique de Gezira au Soudan (Bernal 1997)
- 5- Les coopératives : la création « d'associations » de paysans a été très tôt utilisé par les administrations coloniales comme un moyen d'organiser différentes activités : diffusion de techniques agricoles, stockages de céréales, construction d'infrastructure rurale. Des Sociétés Indigènes de Prévoyance ont ainsi été créées dès les années 1920 dans les colonies africaines françaises (Chauveau 1994)
- 6- Le paiement d'un prix stable : Dès les années 1930, des débats évoquent la nécessité de protéger les paysanneries des fluctuations de prix. Les politiques de stabilisation des prix aux producteurs émergent progressivement à la faveur des politiques d'autarcie impériale mise en place en réponse à la crise mondiale et qui se poursuit, au moins dans le cas français, jusqu'à la fin des années 1950. Elles donneront naissance à toute une série des caisses de stabilisation et de *marketing board* en charge de la régulation du marché interne et du contrôle des exportations. Mais dès le départ, l'objectif de stabilisation a été associé à d'autres objectifs qui le plus souvent l'ont emporté dans la définition des politiques de prix. Les *boards* des colonies anglaises, qui ont été créés durant la deuxième guerre mondiale, répondent d'abord à la nécessité de garantir un approvisionnement régulier de produits tropicaux pour les consommateurs d'une métropole en guerre et ses entreprises (Meredith 1986). Après guerre, les *boards* deviennent très tôt des instruments de taxation grâce aux

prélèvements qu'ils autorisent sur le prix international. Le *West African Produce Control Board* transmet 43 millions de Livres aux *boards* qui lui succèdent au Nigeria et au Ghana. Dès 1952, Bauer dénonce l'importance du prélèvement exercé par les *boards* malgré les objectifs affichés de payer le prix aux producteurs au prix moyen du marché international (Bauer and Paish 1952).

### **L'intégration dans le marché international de l'agriculture indigène africaine participe d'un mouvement mondial de « paysannisation »**

Les mobiles et l'impact de l'action des administrations coloniales font toujours l'objet de débats intenses. L'appui donné aux « agricultures indigènes » est-il fondé sur des motivations économiques ou politiques (voir Austen 2001 pour une interprétation récente en faveur du politique) ? Et finalement, les politiques « incitatives » conduites par les administrations ont-elles joué un rôle si important dans le succès de l'agriculture indigène ou ne faut-il pas plutôt interpréter celui-ci comme le résultat d'un dynamisme propre comme le propose les travaux de Jean-Pierre Chauveau (Chauveau 1985) ou de Green et Hymer (Green and Hymer 1966) ? Nous ne chercherons pas ici à trancher ces débats mais plutôt à déplacer la discussion pour resituer le dynamisme de « l'agriculture indigène » africaine à l'époque coloniale dans ce qui nous semble être un phénomène de « paysannisation » qui touche la quasi-totalité des agricultures intégrées au marché.

En effet, l'analyse historique montre bien, à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup>, une victoire généralisée de l'exploitation paysanne ou familiale sur les marchés y compris sur les marchés de produits destinés à des consommateurs lointains, ce qui est, évidemment, la rupture la plus importante. Cette victoire n'avait rien d'évident. La trajectoire anglaise semblait en effet montrer que le développement du capitalisme, la révolution industrielle et l'urbanisation s'accompagnaient d'une élimination mécanique de la paysannerie avec, aux mieux, l'émergence d'une agriculture de grandes unités basées sur le salariat et, au pire, la disparition de toute activité agricole.

Les Etats-Unis sont sans doute le premier pays où se manifeste la possibilité de développement d'une agriculture familiale capable d'approvisionner non seulement le marché national mais aussi le marché mondial (Friedmann 1978). Ce phénomène qui a lieu d'abord sur le marché des céréales (blé, maïs) se reproduit ensuite à l'échelle du monde sur la quasi-totalité des produits (voir par exemple la montée du Danemark et de la Nouvelle Zélande sur les produits animaux) y compris les produits tropicaux : coton (voir Danbom 1995 et Kolchin 1998 pour le coton aux Etats-Unis), cacao (voir Clarence-Smith 2000 et Austin 2001), caoutchouc (Barlow 1986) et même café avec l'érosion de la position monopolistique brésilienne par la Colombie et les pays centroaméricains (Daviron 1994).

Cette victoire historique de l'agriculture paysanne est classiquement expliquée par les économistes en terme d'efficacités comparées. La démonstration est désormais bien établie. Hayami la résume de manière très claire dans un bref article parue en 1996 :

Toute activité économique recourant à l'usage de salariés est confrontée aux problèmes du contrôle des activités de la main d'œuvre pour s'assurer que celle ci se comporte conformément aux objectifs de l'entreprise. Dans le cas de l'agriculture, ce problème de contrôle se trouve doublement renforcé par :

- la dispersion spatiale des activités qui renchérit le coût des opérations de contrôle,
- la faible prévisibilité du résultat des tâches (absence de maîtrise des phénomènes biologiques, risques climatiques, hétérogénéité des conditions agro-écologiques) qui

interdit d'évaluer l'effort fourni par la simple mesure de l'intrant et de l'output. Elle rend donc une surveillance rapprochée indispensable (Hayami 1996) .

Pour un certain nombre de produits toutefois, d'autres contraintes renversent cette situation. Comme le rappellent H.Binswanger et M.Rosenweig (1986), la grande plantation possède en effet une efficacité supérieure à celle de l'exploitation familiale pour des cultures présentant d'importantes économies d'échelle dans la transformation ou l'expédition et de fortes contraintes de coordination temporelle entre la récolte et la transformation du fait de la périssabilité du produit intermédiaire (canne à sucre, banane, palmier à huile, thé par exemple).

Très convaincante, cette interprétation de la victoire des agricultures paysannes basée sur leur efficacité comparée à celle des grandes unités salariales suppose toutefois pour être vraie l'existence d'une concurrence ouverte dans l'accès aux facteurs (terre, intrants, crédits, connaissances techniques) et dans l'accès au consommateur de produits agricoles. Je n'aborderai pas ici la question des facteurs. Nous bénéficions pour cette séance de plusieurs grands connaisseurs de ces problèmes et en particulier, en la personne d'Alain de Janvry, d'un éminent spécialiste de la question foncière. Mon attention se focalisera sur le problème de l'accès au consommateur et surtout au consommateur lointain<sup>6</sup>.

Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup>, le planteur ou le junker demeure propriétaire du produit jusqu'à la vente dans le pays de consommation. Le marchand qui s'occupe de la commercialisation n'est jamais propriétaire du produit. C'est un commissionnaire, un facteur ou *factor* selon l'expression de l'époque. Il organise le transport, le stockage, la présentation puis la mise en vente du produit sur des marchés aux enchères mais ne l'achète pas au planteur. La première transaction marchande a donc lieu loin, parfois très loin de la plantation. Pour que le paysan puisse entrer en compétition avec la grande unité agricole il fallait que le marché se rapproche de lui, qu'il existe la possibilité d'une transaction marchande au bord de son champ ou dans le bourg le plus proche.

Une 2<sup>e</sup> série d'innovations institutionnelles vont permettre ce déplacement du marché vers l'amont. Cronon offre une histoire passionnante des ces innovations par les marchands de céréales de Chicago au cours des années 1850 (Cronon 1991). Il montre dans le détail le long cheminement, et le jeu de contraintes, les ayant favorisé. Deux innovations institutionnelles jouent un rôle particulièrement important, d'une part la création des dispositifs de standards et de grades permettant de définir de manière « objective » la qualité des produits, d'autre part les marchés à terme. Les standards et grades permettent de connaître la qualité des produits sans avoir besoin d'un contact physique préalable. Désormais il devient possible d'acheter les produits sans les voir. Les marchés à terme, grâce à la technique du *hedging*, permettent eux aux commerçants de devenir détenteurs du produit et d'en garder la propriété pendant le laps de temps nécessaire à leur transport et stockage tout en étant protégés des fluctuations de prix. Ils peuvent donc désormais se porter acquéreurs dans le pays producteur.

Nées à Chicago pour les céréales, les deux institutions se diffusent ensuite très vite aux autres produits, d'abord sur les grandes places marchandes des Etats-Unis (New Orleans pour le coton, New York pour le café) puis dans les autres pays importateurs (Londres pour le cacao, Le Havre et Hambourg pour le café, etc...) Pour tous ces produits, les conditions de

---

<sup>6</sup> Cette partie s'inspire largement d'un ouvrage à paraître prochainement (Daviron and Ponte A paraître).

commercialisation s'en trouvent bouleversées. Désormais, l'agriculture paysanne peut concurrencer la grande unité.

L'ouverture des marchés mondiaux à la production paysanne va avoir comme une de ses conséquences, un accroissement massif de la production et, à partir des années 1920, un excès d'offre sur bien des marchés. Comme le constate Arthur Lewis, les marchés tropicaux semblent, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, soumis à une offre illimitée de travail (Lewis 1954)<sup>7</sup>. Ce constat avait été fait dès les années 1930 par les économistes américains confrontés à une offre apparemment parfaitement inélastique par rapport au prix (voir par exemple Means 1935; Schultz 1945).

Les politiques de stabilisation des prix domestiques, mises en place à compter des années 1930, peuvent être interprétées comme une réponse à l'entrée des agricultures paysannes sur les marchés mondiaux<sup>8</sup>. Dans le même temps, elles viennent compléter la transformation des conditions de commercialisation des produits agricoles et appuyer un peu plus la position de l'agriculture paysanne. Comme le souligne souvent J.M. Boussard, cette stabilisation, en réduisant les risques auxquels les paysans sont confrontés, leur permet un engagement accru dans le marché. Simultanément, il facilite grandement le développement de la collecte interne en supprimant aussi le risque de prix auxquels sont confrontés les commerçants.

### **Continuités et ruptures après les Indépendances**

L'accès à l'indépendance, même dans le cas de l'Afrique anglophone où les relations avec l'ancienne métropole sont nettement plus réduites que dans le cas de l'Afrique francophone, est loin de marquer un changement radical pour les paysanneries. Comme le souligne Louis Malassis : « Les nouveaux Etatsurent alors assumer une tâche politique difficile : faire des Etats nationaux à partir d'Etats coloniaux, dans les limites léguées par ces derniers, en utilisant le plus souvent des structures administratives laissées par le colonialisme » (p.389).

Effectivement, une grande partie du dispositif construit par les administrations coloniales demeure intacte tandis que la « quête pour le contrôle » (Hill 1977) est poursuivie par les nouveaux Etats. L'usage même de la contrainte reste en vigueur parfois longtemps comme au Cameroun pour les producteurs de coton ou d'arabica. Deux composantes du dispositif colonial connaissent un renforcement particulièrement marqué, d'une part les projets agro-industriels – version post-indépendance des projets de mise en valeur – d'autre part la commercialisation par des offices étatiques. Voir Malassis p.389

Il n'est guère possible de donner un inventaire complet, et encore moins une évaluation d'ensemble, des projets agro-industriels conçus et réalisés dans les pays africains au cours des quarante dernières années. Bruno Losch et Sandrine Mesplé-Soms en ont fourni récemment un aperçu (Losch, Mesplé-Soms et al. 2003) pour la seule Côte d'Ivoire. Le modèle de base repose sur une société de développement (ou « Sodé ») financé par des bailleurs de fonds. Ont ainsi existé : la Satmaci (pour le café et la cacao), la Sodé palm (pour le palmier et le cocotier), la Sodesucre, la Soderiz, la CIDT (pour le coton). Dans la version « pure », la « Sodé » intègre la totalité de la filière du champ jusqu'à l'exportation. C'est le cas de la Sodesucre. Une première variante autorise l'existence de plantation dite « villageoise »

<sup>7</sup> Ce constat tranche radicalement avec le discours des grands planteurs de la fin du XIX qui se plaignent de manière permanente de la pénurie de main d'œuvre.

<sup>8</sup> Antérieurement, les tentatives de cartel de grands planteurs sur un grand nombre de marché (cacao, café, caoutchouc) peut aussi être interprété comme la réponse à l'entrée de l'agriculture paysanne.



établies autour de la plantation industrielle (Sodepalm), une seconde repose en totalité sur de la production paysanne collectée au village par la « Sodé » (CIDT). Sur ce terrain, les pays de l'Afrique anglophone ne se distinguent guère des francophones avec, selon le panorama proposé par Frances Hill à la fin des années 1970, la création de fermes d'Etat (Ghana), la mise en place de schémas de colonisation agricole (Nigeria) ou encore la promotion des fameux Ujamaa en Tanzanie (Hill 1977).

Cette multiplication des projets agro-industriels s'accompagne d'un engagement accru des Etats dans la commercialisation. Une liste des offices de commercialisation publiée par la FAO en 1981 fournissait les noms et les adresses de plus de 100 organisations de ce type pour la seule Afrique tropicale (voir Jones 1987). Les organisations dont les fonctions se limitaient à la promotion ou la réglementation sont le plus souvent remplacées par des monopoles étatiques y compris pour des produits vivriers comme le riz ou le maïs. Cette mutation se traduit aussi par une systématisation des pratiques de taxations implicites ou explicites (Krueger 1992). Louis Malassis constate ainsi pour le Sénégal : « Les paysans sénégalais étaient entrés dans les mécanismes du marché, qui devenait un nouvel instrument de domination, et ils étaient à la merci de tous ses pièges : prix imposés fixés relativement bas, avances sur intérêts, endettements, propension à la dépense... » (p. 392).

Pour Robert Bates, la mise en œuvre par les mêmes Etats de politique de taxation du secteur agricole par les prix et de multiples projets de développements pouvant à l'occasion se traduire par la distribution d'intrants ou crédits subventionnés ne doit rien au hasard (Bates 1983). Elle exprime les stratégies de contrôle des populations rurales par les élites au pouvoir. En utilisant, pour favoriser l'accroissement de la production, des projets plutôt que des prix plus élevés, les gouvernements peuvent exercer un pouvoir discrétionnaire. Ils peuvent choisir des régions particulières, des groupes spécifiques voire des individus qui en seront les bénéficiaires exclusifs. Ils peuvent aussi utiliser les postes créés au sein des projets comme autant d'emplois à distribuer à leur clientèle. En choisissant des groupes spécifiques ils obtiennent un soutien politique et dans le même temps divisent le monde rural.

Que l'on adhère ou non aux analyses de Bates et aux travaux qui mettent en avant les « mauvaises » politiques des Etats, force est de reconnaître que l'agriculture africaine, et donc la paysannerie africaine, entre en panne à compter des années 1970. Alors que l'Asie, région considérée comme la plus fragile d'un point de vue agricole dans les années 1960, voyait sa production agricole par habitant décoller, celle de l'Afrique déclinait (voir graphique N°2). La perception d'une crise agricole africaine s'est donc peu à peu imposée. Elle a donné naissance à une notion, utilisée pour caractériser l'agriculture africaine, celle de paysannerie non capturée que nous voudrions rappeler pour conclure cette partie. La notion de paysannerie non capturée a été proposée par Goran Hyden (Hyden 1985) et reprise ou amendée par une série d'auteurs (voir par exemple Geschiere 1984). Elle met en avant la capacité de la paysannerie africaine à se maintenir et se replier, lorsque la pression se fait trop forte, sur les réseaux familiaux.

Cette notion de paysannerie non capturée doit être rapprochée de l'interprétation mentionnée plus haut par Frederik Cooper sur la capacité d'évitement ou de fuite des paysanneries africaines qui aurait conduit les élites locales, dans l'incapacité d'imposer une organisation du travail conforme à leur intérêt, à vendre ce travail à l'extérieur. F.Cooper note lui même à propos des années 1970 : « La résistance du cultivateur Africain à la domination sur les marchés du travail et des produits – résistance manifestée par la mobilité ou l'involution sociale – n'est pas nouvelle dans l'histoire de l'Afrique. Les rois africains ont le plus souvent

– mais toujours – rencontré de grandes difficultés à transformer le pouvoir d’infliger la violence en pouvoir de produire, même quand les marchés croissants du XIX<sup>e</sup> siècle leur fournissaient toutes les incitations pour le faire. Ces rois – comme leurs alter ego contemporains – ont découvert que les « relations extérieures » pouvait être plus facile à développer que le contrôle interne et que ces relations pouvaient apporter la richesse même si elles ne fournissaient qu’une faible assise pour une croissance continue ou pour la sécurité » (Cooper 1993 : 147).

### **Un avenir menacé ?**

Trois variables pèseront d’un poids déterminant dans la place et la situation à venir de la paysannerie africaine : l’état des Etats, les nouvelles demandes de qualité s’exprimant sur les marchés d’importation et enfin l’urbanisation.

Depuis bientôt 20 ans, le contexte dans lequel évolue la paysannerie africaine a connu des transformations majeures qui rompent radicalement avec près d’un siècle d’histoire. La première transformation concerne la place de l’Etat. En quelques années, les politiques d’ajustement structurel ont organisé un retrait massif de l’intervention étatique dans les marchés de biens et facteurs. Les offices de commercialisation ont été démantelés, les subventions aux intrants supprimées. Seules quelques rares filières, comme celle du coton au Mali, conserve les traces de ce qui était le dispositif historique de « développement agricole ».

Les paysans se trouvent donc confrontés à des prix parfois plus élevés grâce à la suppression des taxations explicites ou implicites, souvent plus instables aussi (Akiyama, Baffes et al. 2001). A la libéralisation des politiques s’est ajoutée pour beaucoup de produits la crise des marchés internationaux, avec des chutes de prix historiques. Le crédit s’est souvent raréfié, la suppression des monopoles d’achat ayant rendu impossible le remboursement par simple prélèvement sur le prix tandis que les systèmes alternatifs comme le micro-crédit sont loin de pouvoir répondre à tous les besoins. Il est très difficile de faire une évaluation d’ensemble de l’impact des programmes d’ajustement structurel ne serait ce qu’en terme de dynamique de production. Les données les plus agrégées (voir graphique N°1 et 2) ne signalent pas de réponse manifeste aux changements attendus des prix relatifs. Dans certains cas, l’impact semble être nettement positif comme dans le cas de la céréaliculture malienne ou du café ougandais, dans d’autre l’impact est franchement négatif comme l’illustrent les cas de la caféiculture kenyane ou de la production de coton au Zimbabwe.

Au delà de ces effets immédiats, les programmes d’ajustement structurel ont ouvert, si ce n’est déclenché (Leander 2003) , une période de grande instabilité politique. L’expression d’Etat fragile s’est récemment imposée pour désigner toutes les situations où les Etats n’arrivent plus à remplir leurs fonctions minimales à commencer par la sécurité des personnes et des biens. La multiplication des guerres civiles (Collier and World Bank. 2003) et plus généralement des formes de violence collective organisée caractérise la période actuelle. Du Libéria, au Zaïre, en passant par la Côte d’Ivoire, le Soudan ou la République Centre Africaine, le « monopole de la contrainte légitime » échappe aux Etats. Les paysans sont parmi les premières victimes de cette violence.

Dans un registre moins dramatique, mais potentiellement lourd de conséquences, les paysanneries africaines dont les produits sont destinés aux marchés internationaux, se voient aujourd’hui confrontées à de nouvelles demandes de qualité. Un processus généralisé de

multiplication des normes publiques (sanitaires et phyto-sanitaires, sociales, environnementales) et privées (Max Havelaar, Eurepgap, Fair Trade, British Retail Consortium, Sustainable Agriculture Initiative, etc.) est aujourd'hui en cours dans les pays de l'OCDE, portant sur la définition et les caractéristiques des produits agricoles originaires des pays en développement. Ce processus de normalisation s'inscrit dans le cadre d'une tendance plus large de vente par les entreprises de biens ayant des caractéristiques qui, au nom du développement durable et de la protection de la santé du consommateur, renvoient aux conditions mêmes de production (ex: *shadow grown coffee* de Starbuck's). Ces normes ou leur contenu reflèteraient des demandes émanant de différents types d'acteurs et qui peuvent s'exprimer à l'occasion de transactions portant sur le produit (consommateur), de transactions portant sur le capital (banques, actionnaires) ou de campagnes d'information menées par des acteurs de la société civile (ONG, groupes environnementalistes). Les normes impliquent le plus souvent la mise en place de cahiers des charges définissant les conditions de production, même lorsqu'elles portent sur une caractéristique intrinsèque du produit (ex : limites maximales de résidus, aflatoxines). Dans tous les cas, le respect de la norme est un enjeu crucial, qui détermine la participation des acteurs à la chaîne de valeur.

Les normes, parce qu'elles impliquent l'utilisation de nouvelles ressources, compétences, technologies, etc. sont susceptibles de modifier la compétitivité relative des différentes unités de production agricoles. Traditionnellement, trois types de facteurs ont été mis en avant pour expliquer l'impact des normes sur l'organisation des filières (pour une revue récente, voir Friis Jensen 2004) : les imperfections des marchés des facteurs ; les économies d'échelle générées par les techniques requises pour le respect des cahiers des charges ; les asymétries d'information relatives aux attributs des produits. Un quatrième facteur mérite d'être souligné : la nécessité nouvelle de mesurer « l'effort » au niveau des exploitations.

Les nouvelles normes supposent la mise en place de dispositifs qui permettent de produire de l'information sur les conditions de production, autrement dit de mesurer l'effort des individus engagés dans la production pour s'assurer de la conformité de leur comportement aux critères de la norme. Dans de nombreux cas de figure, la certification par tierce partie joue ce rôle.

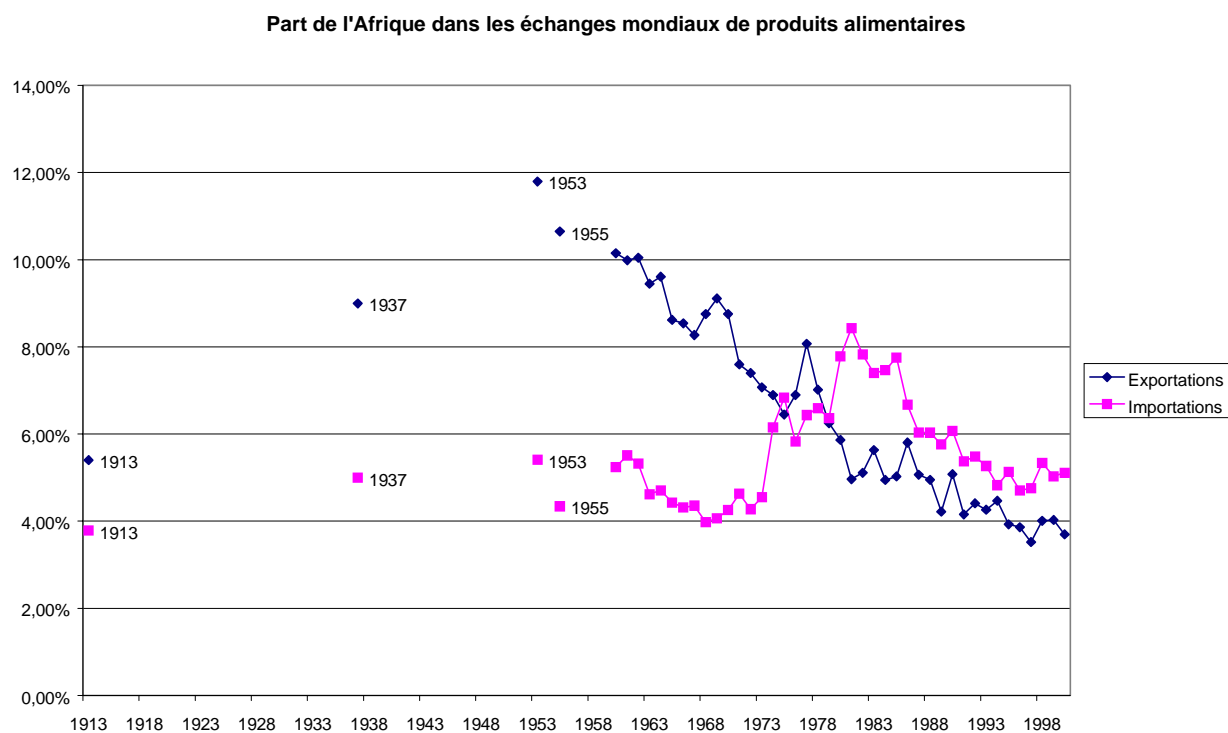
Ainsi, du fait de la nécessaire mesure de l'effort qu'elles impliquent, les nouvelles normes sont susceptibles de favoriser la concentration dans la production agricole pour une première et simple raison : l'existence d'économies d'échelle associées à l'opération de certification. A un deuxième niveau, la nécessité de mesurer l'effort peut modifier la structure de production par un bouleversement de l'économie de la surveillance dans la production agricole. La demande d'information relative aux processus de production qu'entraînent les nouvelles normes, constitue en effet une rupture importante pour l'agriculture. Les standards utilisés jusqu'à une date récente sur les marchés agricoles, limitaient à quelques attributs intrinsèques (humidité, taille, teneur en impuretés) l'information relative aux caractéristiques du produit disponible pour les utilisateurs. Cette standardisation, limitée à quelques attributs sommaires et intrinsèques aux produits, a fait de l'organisation du travail « au champ » une sorte de boîte noire pour l'aval de la filière. C'est le contenu de cette boîte noire que les nouvelles normes visent à définir et éclairer. En rendant nécessaire la mesure de l'effort réalisé par les individus investis dans la production agricole, les nouvelles normes renouvellent la problématique de la surveillance du travail « au champ » et, du point de vue de ce seul critère, remet en situation d'égale compétitivité la grande unité et la petite, l'entreprise employant de la main d'œuvre salariale et l'exploitation familiale.

Les villes africaines sont en pleine croissance. Les travaux d'analyse démographique de Jean-Marie Cour (voir par exemple Cour 1995) ont montré, pour l'Afrique de l'Ouest, l'ampleur du processus d'urbanisation et éclairé son devenir. La population urbaine de la région est passée de 4% de la population à 40% au milieu des années 1990. Le nombre de villes de plus de 5000 habitants a cru entre les deux dates de 50 à 3000 et leurs populations de 2 millions à 78 millions ! En 2020, après un doublement attendu de la population totale, l'Afrique de l'Ouest devrait compter une trentaine de villes millionnaires (contre 6 en 1990) auxquelles s'ajouteraient une vingtaine de ville ayant une population comprise entre 500 000 et million d'habitants et un milliers de villes possédant de 50 000 à 500 000 résidents.

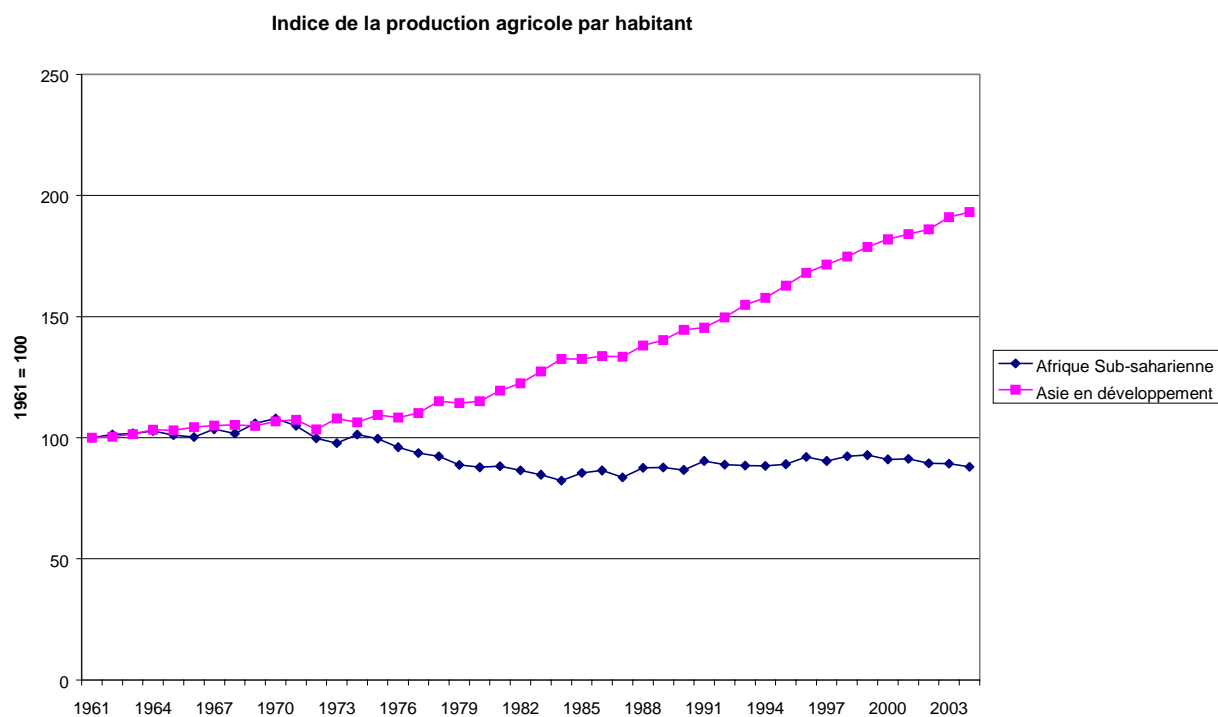
La croissance urbaine est une opportunité certaine pour l'agriculture paysanne. Elle crée pour celle-ci un marché de proximité où valoriser ses produits. La démonstration du lien paysannerie/ville a été faite depuis longtemps par Max Weber a propos de l'Allemagne pour expliquer la prédominance des grandes unités capitalistes à l'Est (ce qu'il appelle l'exploitation rurale) et leur nombre limité à l'ouest. « L'exploitation rurale se développa là où le marché local ne pouvait pas absorber la masse de céréales atteinte par la production, et qu'il fallait donc exporter. Toutefois, puisque le commerçant hambourgeois n'était pas en position de traiter en particulier avec le paysan de la Marche ou de Silésie, le passage à l'exploitation s'imposait de lui même. Le paysan du Sud et de l'Ouest, par contre, avait une ville à proximité où il pouvait vendre ses produits. Le seigneur foncier était donc à même de l'utiliser comme source de rentes, alors qu'à l'Est il ne pouvait utilise le paysan que comme force de travail ; ainsi au fur et à mesure où la densité des villes décroissait sur la carte, celle des grandes exploitations agricoles augmentait » (Weber 1981:116).

Mais les villes n'offrent pas seulement des débouchés. Elles offrent aussi des opportunités d'emploi. La diversification des sources de revenus des familles paysannes est ainsi une tendance lourde en Afrique sub-saharienne. Le déplacement journalier à la ville ou la migration temporaire d'un ou plusieurs membres de la famille devient un trait marquant des exploitations paysannes. Selon les chercheurs du programme DARE (De-Agrarianisation and Rural Employment) les revenus non-agricoles représenteraient aujourd'hui en moyenne entre 40 et 60% des revenus des familles rurales (Fahy Bryceson 1999) et cette part serait en constante augmentation. Grâce à la ville, l'exploitation paysanne survivra donc mais moyennant un changement radical de son fonctionnement.

Graphique N°1 (Source : Daviron forthcoming)



Graphique N° 2 (Source : FAO)



## Bibliographie :

- Akiyama, T., J. Baffes, et al. (2001). Commodity market reforms: Lessons of Two Decades. Washington, World Bank: 289.
- Austen, R. A. (2001). Market integration through Peasantisation: the Economic Transformation of Africa, the Caribbean and India under Modern Colonialism. Chicago: 25.
- Austin, G. (2001). The limits to growth in a "peasant colony"? : African rural capitalism and cocoa farming in colonial Ghana. ASA Annual Meeting, Houston.
- Barlow, C. (1986). Changes in the economic position of workers on rubber estates and smallholdings in peninsular Malaysia, 1910-1985. Working Papers in trade and development, Australia National University. Canberra: 41.
- Bates, R. H. (1983). Governments and Agricultural Markets in Africa. The Role of Markets in the World Food Economy. G. D. Johnson and E. G. Schuh. Boulder, Westview Press: 153-185.
- Bauer, P. T. and F. W. Paish (1952). "The reduction of Fluctuations in the Incomes of Primary Producers." Economic Journal **62**: 750-80.
- Bernal, V. (1997). "Colonial Moral Economy and the Discipline of Development: The Gezira Scheme and "Modern" Sudan." Cultural Anthropology **12**(4): 447-479.
- Chauveau, J.-P. (1985). "L'économie de plantation villageoise caféière et cacaoyère en Côte d'Ivoire : les leçons de l'histoire." Cahier de la Recherche Développement **10**(8): 46-49.
- Chauveau, J.-P. (1994). Participation paysanne et populisme bureaucratique. Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques. J. P. Jacob and P. Delville. Paris, APAD-Karthala-IUED.
- Clarence-Smith, W. G. (2000). Cocoa and chocolate, 1765-1914. London ; New York, Routledge.
- Collier, P. and World Bank. (2003). Breaking the conflict trap : civil war and development policy. Washington, DC Oxford, World Bank ; Oxford University Press.
- Cooper, F. (1977). Plantation Slavery on the East Coast of Africa. New Haven, Yale University Press.
- Cooper, F. (1993). Africa in the World Economy. Confronting Historical Paradigms: Peasants, Labor, and the Capitalist World System in African and Latin America. F. Cooper, A. F. Isaacman, F. E. Mallon, W. Roseberry and S. J. Stern. Madison, The University of Wisconsin Press: 84-205.
- Cour, J.-M. (1995). Les enjeux de l'urbanisation dans les pays en développement : Eléments de réflexion extraits de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. Paris, OCDE/Club du Sahel: 50.
- Cronon, W. (1991). Nature's metropolis : Chicago and the Great West. New York, W. W. Norton.
- Curtin, P. D. (1990). The rise and fall of the plantation complex : essays in Atlantic history. Cambridge England ; New York, Cambridge University Press.
- Danbom, D. (1995). Born in the country : a history of rural America. Baltimore, The John Hopkins University Press.
- Daviron, B. (1994). La crisis del mercado cafetalero internacional en una perspectiva de largo plazo. Crisis y perspectivas del café latinoamericano. M. Samper. San José, C.R., ICAFE-UNA: 37-78.

- Daviron, B. (forthcoming). The Historical Integration of Africa in International Food Trade: A Food Regime Perspective. Re-Placing Africa in the Global Economy: Institutions and Power in Global Commodity Chains. N. Fold, P. Gibbon and M. Nylandsted Larsen. London, James Currey: 30.
- Daviron, B. and S. Ponte (A paraître). The coffee paradox: commodity trade and the elusive promise of development. London, Zed Books.
- de Pouvoirville (1904). La main d'oeuvre aux colonies : théorie & pratique. Congrès Colonial Français de 1904 : L'utilisation de la main d'oeuvre chinoise, Paris.
- Denys, O. (1918). L'agriculture indigène dans les colonies françaises. Congrès d'Agriculture Coloniale de l'Union Coloniale Française, Paris, Augustin Challamel.
- Dubief, F. (1904). Conditions de travail aux colonies. Congrès Colonial Français de 1904 : Enquête sur l'utilisation de main d'oeuvre chinoise, Paris, Revue Générale des Colonies.
- Ehrlich, C. (1973). "Building and Caretaking: Economic Policy in British Tropical Africa." The Economic History Review 26(4): 649-667.
- Fahy Bryceson, D. (1999). Sub-Saharan Africa Betwixt and Between: Rural Livelihood Practices and Policies. Leiden, Afrika-Studiecentrum: 64.
- Fall, B. (2002). Social History in French West Africa: Forced Labour, Labour Market, Women and Politics. Amsterdam/Calcutta, International Institute of Social History/Centre for Studies in Social Sciences: 80.
- Friedmann, H. (1978). "World market, State and Family Farm : Social Bases of Household Production in the Era of Wage Labor." Comparative Studies in Society and History 20(4): 545-586.
- Friis Jensen, M. (2004). Developing new exports from developing countries. New opportunities and new constraints. Copenhagen, Royal Veterinary and Agriculture University: 152.
- Geschiere, P. (1984). "La paysannerie africaine est-elle captive ?" Politique Africaine 14: 13-33.
- Green, R. H. and S. H. Hymer (1966). "Cocoa in the Gold Coast: A study in the Relations between African Farmers and Agricultural Experts." The Journal of Economic History 26(3): 299-319.
- Hayami, Y. (1996). "The Peasant Economic Modernization." American Journal of Agricultural Economics 78(5): 1157-1167.
- Hill, F. (1977). "Experiments with a Public Sector Peasantry: Agricultural Schemes and Class Formation in Africa." African Studies Review 20(3): 25-41.
- Hochschild, A. (1999). Les fantômes du Roi Léopold II. Paris, Belfond.
- Hyden, G. (1985). "La crise africaine et la paysannerie non capturée." Politique Africaine 18: 93-113.
- Janssen, C. (1912). De la réglementation du travail des indigènes dans les colonies. Compte Rendu de la Session tenue à Bruxelles les 29, 30 et 31 juillet 1912, Bruxelles, Augustin Challamel (Paris).
- Jones, W. O. (1987). "Food-Crop Marketing Boards in Tropical Africa." The Journal of Modern African Studies 25(3): 375-402.
- Jouffroy d'Aubans (1903). L'Emigration et la Main d'Oeuvre chinoise. Congrès Colonial, Paris.
- Kaldor, M. (1999). New and old wars: Organized violence in a global era. Stanford, Stanford University Press.
- Kolchin, P. (1998). Une institution très particulière : l'esclavage aux Etats-Unis, 1619-1877. Paris, Belin.

- Krueger, A. O. (1992). The political economy of agricultural pricing policy : A synthesis of the political economy in developing countries. Baltimore, The Johns Hopkins univ. press.
- Lavit (1937). La production cotonnière dans la France d'outre-mer. VII<sup>e</sup> Congrès International d'Agriculture Tropical et Subtropicale, Paris, Secrétariat Général de l'Association Scientifique Internationale d'Agriculture des Pays Chauds et de son Comité Français.
- Law, R. (1995). From slave trade to "legitimate" commerce : the commercial transition in nineteenth-century West Africa. Cambridge, Cambridge University Press.
- Leander, A. (2003). Wars and the Un-Making of States: Taking Tilly Seriously in the Contemporary World. Copenhagen Peace Research: Conceptual Innovations and Contemporary Security Analysis. S. Guzzini and J. Dietrich. London, Routledge.
- Lewis, W. A. (1954). "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour." Manchester School **22**: 139-91.
- Losch, B. (1999). Le complexe café-cacao de la Côte d'Ivoire. Faculté de Sciences Economiques. Montpellier, Montpellier 1: 555.
- Losch, B., S. Mesplé-Soms, et al. (2003). Le processus de libéralisation et la crise ivoirienne : une mise en perspective à partir du cas des filières agricoles. Annexes. Paris, Ministère des Affaires Etrangères, CIRAD, DIAL: 30.
- Means, G. C. (1935). "Price inflexibility and the requirements of a stabilizing monetary policy." Journal of the American Statistical Association **30**(190): 410-413.
- Meredith, D. (1986). "State Controlled Marketinf and Economic "Development": The Case of West African Produce during the Second World War." The Economic History Review **39**(1): 77-91.
- Pétre-Grenouilleau, O. (2004). Les traites négrières : essai d'histoire globale. Paris, Gallimard.
- Schultz, T. W. (1945). Agriculture in an unstable economy. New York, McGraw-Hill Book Co.
- Sunseri, T. R. (2002). Vilimani : labor migration and rural change in early colonial Tanzania. Portsmouth, NH, Heinemann.
- Tomich, D. (1988). The "second-slavery" : bonded labor and the transformation of the nineteenth-century world economy. Rethinking the Nineteenth Century. F. O. Ramirez. New York, Greenwood Press: 103-117.
- Van Beusekom, M. (1997). "Colonisation Indigene: French Rural Development Ideology at the Office du Niger." The International Journal of African Historical Studies **30**(2): 299-323.
- Weber, M. (1981). Histoire économique : Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société. Paris, Gallimard.